

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Société UNIMED

Siège social : B.P.38 ZI Kalaa Kébira - 4060

La société UNIMED publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 12 juin 2020. Ces états sont accompagnés du rapport général et spécial du commissaire aux comptes Mme Abir MATMTI.

BILAN
Au 31 Décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Actifs	Notes	2019	2018
Actifs non courants			
Actifs Immobilisés			
Immobilisations incorporelles		4 713 996	4 292 227
Moins : amortissements		<3 582 721>	<3 212 929>
	IV.1	1 131 275	1 079 298
Immobilisations corporelles		143 810 846	124 524 153
Moins : amortissements		<78 359 757>	<72 105 161>
	IV.2	65 451 089	52 418 992
Immobilisations financières		9 147 707	8 746 807
Moins : provisions		<161 567>	<117 513>
	IV.3	8 986 140	8 629 294
Total des actifs immobilisés		<u>75 568 504</u>	<u>62 127 584</u>
Autres actifs non courants	IV.4	-	49 432
Total des actifs non courants		<u>75 568 504</u>	<u>62 177 016</u>
Actifs courants			
Stocks		39 226 490	35 207 413
Moins : provisions		<1 585 845>	<1 210 512>
	IV.5	37 640 645	33 996 901
Clients et comptes rattachés		16 212 298	17 837 410
Moins : provisions		<1 071 775>	<1 067 693>
	IV.6	15 140 523	16 769 717
Autres actifs courants		17 670 815	11 798 732
Moins : provisions		<619 184>	<651 682>
	IV.7	17 051 631	11 147 050
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	4 206 569	7 997 245
Total des actifs courants		<u>74 039 368</u>	<u>69 910 913</u>
Total des actifs		149 607 872	132 087 929

BILAN
Au 31 Décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Capitaux propres et passifs	Notes	2 019	2 018
Capitaux propres			
Capital social		32 000 000	32 000 000
Réserves		50 377 647	43 057 969
Autres capitaux propres		16 772	21 922
Capitaux propres avant résultat de la période	IV.9	<u>82 394 419</u>	<u>75 079 891</u>
Résultat de l'exercice		17 692 251	18 359 678
<u>Total des capitaux propres après résultat de la période</u>		<u>100 086 670</u>	<u>93 439 569</u>
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts	IV.10	25 904 350	15 346 103
Autres passifs non courants	IV.11	1 299 977	1 565 386
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>27 204 327</u>	<u>16 911 489</u>
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	9 266 954	12 744 061
Autres passifs courants	IV.13	9 709 717	8 188 482
Autres passifs financiers	IV.14	2 304 312	804 328
Concours bancaires	IV.15	1 035 892	-
<u>Total des passifs courants</u>		<u>22 316 875</u>	<u>21 736 871</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>49 521 202</u>	<u>38 648 360</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>149 607 872</u>	<u>132 087 929</u>

Etat de Résultat
Pour l'Exercice clos au 31 Décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2 019	2 018
Produits d'exploitation			
Revenus	V.1	107 205 828	87 087 749
Autres produits d'exploitation	V.2	41 872	44 364
Total des produits d'exploitation		107 247 700	87 132 113
Charges d'exploitation			
Variation stocks des produits finis	V.3	2 542 142	2 624 400
Achats d'approvisionnements consommés	V.4	<48 626 163>	<36 406 533>
Charges de personnel	V.5	<14 854 356>	<12 957 874>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.6	<7 170 198>	<7 289 716>
Autres charges d'exploitation	V.7	<10 323 058>	<9 207 806>
Total des charges d'exploitation		<78 431 633>	<63 237 529>
Résultat d'exploitation		<u>28 816 067</u>	<u>23 894 584</u>
Charges financières nettes	V.8	<5 658 094>	<749 934>
Produits des placements	V.9	8 013	9 845
Autres gains ordinaires	V.10	523 253	81 512
Autres pertes ordinaires	V.11	<1 595 592>	<363 420>
Résultat des activités ordinaires avant Impôt		<u>22 093 647</u>	<u>22 872 587</u>
Impôt sur les sociétés	V.12	<4 401 396>	<4 512 909>
Résultat des activités ordinaires après impôt		<u>17 692 251</u>	<u>18 359 678</u>
Résultat net de la période		17 692 251	18 359 678

Etat de Flux de Trésorerie
Pour l'Exercice clos au 31 Décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2 019	2 018
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		17 692 251	18 359 678
Ajustements pour:			
Amortissements & provisions		7 170 198	7 289 716
Plus ou moins-value sur cession d'Immo.		<26 015>	<81 479>
Quote-part des subventions d'investissement		<26 151>	<29 484>
Variation des stocks		<4 019 077>	<11 805 435>
Variation des créances		1 625 112	<2 760 522>
Variation des autres actifs		<5 872 083>	<5 845 457>
Variation des fournisseurs d'exploitation		<3 477 107>	7 892 261
Variation des autres dettes		1 514 997	360 753
<u>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</u>	VI.1	<u>14 582 125</u>	<u>13 380 031</u>
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décaissements pour acqu. d'Imm. Corp & Incorp.		<18 057 977>	<17 805 058>
Encaissements suite à la cession d'Imm. Corp. & Incorp.		94 447	103 000
Décaissements pour acqu. d'Imm. Financières		<400 900>	<454 591>
<u>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</u>	VI.2	<u><18 364 430></u>	<u><18 156 649></u>
Flux de trésorerie liés au financement			
Dividendes & autres distributions		<11 033 761>	<7 515 831>
Encaissements des subventions d'investissements		21 000	6 720
Encaissements d'emprunts		11 200 000	11 000 000
Remboursement d'emprunts		<1 231 502>	<1 544 218>
<u>Flux de trésorerie affectés au (provenant du) financement</u>	VI.3	<u><1 044 263></u>	<u>1 946 671</u>
Variation de trésorerie		<4 826 568>	<2 829 947>
Trésorerie au début de la période		7 997 245	10 827 192
Trésorerie à la clôture de la période		3 170 677	7 997 245
Liquidités à l'actif du bilan		4 206 569	7 997 245
Concours bancaires au passif du bilan		<1 035 892>	-
Trésorerie selon le bilan		3 170 677	7 997 245

Notes aux Etats Financiers

I. Présentation de la société

La société « UNIMED » est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Son capital s'élève au 31 décembre 2019 à 32.000.000 DT divisé en 32.000.000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

Créée en 1989, la société « UNIMED » opère dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, et se spécialise particulièrement dans les produits stériles : les préparations injectables, les collyres destinés à une application ophtalmique et les solutions de perfusions.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. Son siège social est sis à la zone industrielle Kalaa Kébira - Sousse.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles du droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code des incitations aux investissements, titre II « Les incitations communes ».

II. Faits significatifs de l'exercice

Les principaux faits et événements ayant marqué l'exercice 2019 sont :

- Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ont atteint au 31 décembre 2019 un total de 19mDT, soit une hausse de 15%. Il s'agit majoritairement d'acquisitions de matériel industriel pour un montant de 10,7mDT ;
- Décision de distribution de dividendes d'un montant de 11.040.000 DT (soit 0,345 DT par action) et ce, suite à la décision de l'assemblée générale ordinaire de la société « UNIMED » réunie en date du 24 juin 2019. Le décaissement desdits dividendes a été effectué en date du 20août 2019 ;
- Déblocage d'un crédit bancaire auprès de la banque AMEN BANK d'un montant de 11,2mDT et ce, dans le cadre du financement de l'extension de l'usine. Ce crédit est remboursable sur une période de 7ans ;
- Clôture du contrôle fiscal notifié en date du 10 février 2019 et couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015. En effet, un accord provisoire entre la société et l'administration fiscale a été conclu en date du 21 mars 2019 portant sur un montant total de 476.257 DT dont des pénalités de retard de 197.869 DT.

L'accord définitif entre la société et l'administration fiscale a été signé au mois de mai 2020 portant sur un montant total de 634.823 DT.

- La société a déposé auprès de DGE en date du 13 mai 2019 une demande de restitution du crédit de TVA pour la période allant du mois d'août 2016 au mois de décembre 2018. Cette demande porte sur :
 - La TVA sur des retenues sur marchés publique et la TVA opérée par les établissements publics pour un montant de 922kDT.
 - La TVA sur des opérations d'exportation et d'investissement respectivement de 1.263kDT et 3.062kDT.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

La comptabilité générale de la société « UNIMED » est informatisée, le traitement informatique permet la saisie des écritures comptables et l'édition des balances, journaux et grands livres.

Les présents états financiers de la société « UNIMED » ont été arrêtés conformément aux normes comptables tunisiennes telles que prévues par la Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ; et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière. Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 ont été préparés par référence aux mêmes principes et méthodes comptables utilisés dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2018.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinars tunisien.

III.2 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent au niveau des actifs non courants pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Concessions, brevets & licences	20%
- Logiciels	33%
- Constructions	5%
- Matériels et outillages industriels	15%
- Matériels de transport	20%
- Matériels informatiques	33%
- Installations générales, agencements et aménagements	15%

Il est à signaler, en outre, que la société procède à l'amortissement accéléré de son matériel et outillage industriel en multipliant par 2 le taux d'amortissement linéaire de 15%. Ce mode, admis par ailleurs fiscalement (article 12 du code de l'IRPP & de l'IS), est motivé par le fait que le matériel concerné fonctionne à 3 équipes.

III.3 Stocks

Les stocks se composent comme suit :

- Matières premières, articles de conditionnement, produits encours de fabrication et produits finis : qui sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent ;
- Pièces de rechange et consommables : comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent. Ils sont évalués à la valeur la plus faible du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation ;
- Les matières premières et articles de conditionnement sont valorisés à leur coût d'achat hors taxes récupérables majoré par les frais d'approche ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication

III.4 Emprunts

Les emprunts figurent aux passifs du bilan pour la partie débloquée sous la rubrique « passifs non courants », la partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

III.5 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

En l'absence de certitude raisonnable quant au transfert de propriété, les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III.6 Les frais préliminaires et charges à répartir

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures à l'introduction en bourse et ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date de ladite introduction en bourse avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

III.7 Politique de provision pour dépréciation des créances douteuses

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier.

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée sur la base d'un état détaillé des créances douteuses adressé par la direction financière de la société à la direction

juridique qui donne un avis motivé sur le sort de chaque créance. La nécessité ou non de constituer des provisions est du ressort la direction générale.

III.8 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

III.9 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

III.10 Comptabilisation des revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société et des taxes collectées pour le compte de l'Etat.

III.11 Les règles de prises en compte des gains et des pertes de change

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant :

- Pour les ventes : le taux de change journalier de la BCT ;
- Pour les achats de biens : le taux de change figurant sur les documents douaniers ;
- Pour les achats de services, règlements et encaissements : le taux de change du jour de l'opération.

A la date de clôture de l'exercice, les actifs et les passifs monétaires courants sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les pertes et gains de change en résultant sont constatés en résultat de l'exercice.

III.12 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation : Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés : Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat sur les titres cotés très liquides. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour déterminer la valeur d'usage, la société prend en compte plusieurs facteurs tels que la valeur du marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

III.13 Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers

La pandémie mondiale COVID19 a donné lieu en mars 2020 à plusieurs événements et/ou mesures prises par les autorités tunisiennes pour y faire face. Le gouvernement a, entre autres mesures, annoncé le confinement sanitaire total de la population, en excluant un certain nombre d'industries et de commerces. La société UNIMED a essayé de garder un niveau normal de son activité industrielle. Ces mesures ainsi que la pandémie auront une répercussion sur l'activité de la société, ses fournisseurs et ses clients. Cependant, l'impact qu'auraient ces éléments sur les performances de la société elle-même ne peut être estimé à cette date.

Par ailleurs, et en dehors de la pandémie, COVID 19, le management de la société n'a identifié aucun événement survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers et qui est lié à des conditions existantes à la date de clôture et qui peut entraîner une modification importante des actifs ou des passifs de la société ou qui risque d'avoir des répercussions importantes sur ses activités futures.

III.14 Note sur le contrôle fiscal

La société a reçu à la date du 06 mars 2020 une notification du résultat du contrôle fiscal approfondi couvrant la période allant du 01 janvier 2016 au 31 décembre 2018, portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise et ayant abouti à un redressement de 2.144.235 DT.

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 31 décembre 2019 un montant de 1.131.275 DT contre 1.079.298 DT au 31 décembre 2018. Elles se détaillent comme suit:

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Logiciels	594 883	524 921
Sites Web	41 848	41 848
Concessions, marques, brevets et licences	3 757 408	3 443 640
Dépenses en recherche et développement	302 539	281 818
Immobilisations incorporelles en cours	17 318	-
Total immobilisations incorporelles	4 713 996	4 292 227
Total amortissements cumulés	<3 582 721>	<3 212 929>
Total immobilisations incorporelles nettes	1 131 275	1 079 298

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2019 à 65.451.089 DT contre 52.418.992 DT au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Terrains	4 222 771	4 222 771
Constructions	10 462 364	8 461 848
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	13 139 491	12 071 135
Matériel industriel	86 260 243	75 523 776
Outillage industriel	2 206 896	2 148 221
Matériel de conditionnement	628 134	628 134
Matériel de transport	7 449 856	5 780 771
Mobilier & matériel de bureau	1 026 051	881 315
Matériel informatique	1 310 091	1 180 905
Immobilisations corporelles en cours	14 760 477	10 049 875
Avances aux fournisseurs d'immobilisations	2 344 472	3 575 402
Total immobilisations corporelles	143 810 846	124 524 153
Total amortissements cumulés	<78 359 757>	<72 105 161>
Total immobilisations corporelles nettes	65 451 089	52 418 992

Tableau de variation des immobilisations incorporelles et corporelles

En Dinar Tunisien	Valeurs brutes				Amortissements & provisions				VCN	
	31/12/2018	Acquisitions/ Reclassements	Cessions	31/12/2019	31/12/2018	Dotations	Régul/ Reprise amort immos cédées	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019
Logiciels	524 921	69 962	-	594 883	-308 526	-87 487	-	-396 013	216 395	198 870
Sites Web	41 847	-	-	41 847	-2 413	-5 541	-	-7 954	39 434	33 893
Concessions, marques, brevets et licences	3 443 641	313 768	-	3 757 409	-2 772 778	-222 370	-	-2 995 148	670 863	762 261
Dépenses en R&D	281 818	20 721	-	302 539	-129 212	-54 394	-	-183 606	152 606	118 933
Immobilisations incorporelles en cours	-	17 318	-	17 318	-	-	-	-	-	17 318
Immobilisations incorporelles	4 292 227	421 769	-	4 713 996	-3 212 929	-369 792	-	-3 582 721	1 079 298	1 131 275
Terrains	4 222 771	-	-	4 222 771	-	-	-	-	4 222 771	4 222 771
Constructions	8 461 848	2 000 516	-	10 462 364	-4 558 086	-392 408	-	-4 950 494	3 903 762	5 511 870
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	12 071 135	1 068 356	-	13 139 491	-8 830 491	-931 119	-	-9 761 610	3 240 644	3 377 881
Matériels industriel	75 523 776	10 747 125	-10 658	86 260 243	-51 158 796	-4 022 797	1 612	-55 179 981	24 364 980	31 080 262
Outillage industriel	2 148 221	58 675	-	2 206 896	-1 958 035	-108 102	-	-2 066 137	190 186	140 759
Matériel de conditionnement	628 134	-	-	628 134	-627 987	-147	-	-628 134	147	-
Matériel de transport	5 780 771	2 097 676	-428 591	7 449 856	-3 482 333	-925 585	369 205	-4 038 713	2 298 438	3 411 143
Mobilier & matériel de bureau	881 315	144 736	-	1 026 051	-632 191	-96 626	-	-728 817	249 123	297 234
Matériel informatique	1 180 905	129 186	-	1 310 091	-857 242	-148 629	-	-1 005 871	323 664	304 220
Immobilisations corporelles en cours	10 049 875	4 710 602	-	14 760 477	-	-	-	-	10 049 875	14 760 477
Avances aux fournisseurs d'immo.	3 575 402	-1 230 930	-	2 344 472	-	-	-	-	3 575 402	2 344 472
Immobilisations corporelles	124 524 153	19 725 942	-439 249	143 810 846	-72 105 161	-6 625 413	370 817	-78 359 757	52 418 992	65 451 089
Total général	128 816 380	20 147 711	-439 249	148 524 842	-75 318 090	-6 995 205	370 817	-81 942 478	53 498 290	66 582 364

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2019 à 8.986.140 DT contre 8.629.294 DT au 31 décembre 2018 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Titres "Société Promochimica" (*)	7 762 600	7 762 600
Emprunt obligataire national	20 000	20 000
Titres immobilisés – droit de propriété	500	500
Dépôts et cautionnements	1 364 607	963 707
Total immobilisations financières brutes	9 147 707	8 746 807
Provisions pour dépréciation	<161 567>	<117 513>
Total immobilisations financières nettes	8 986 140	8 629 294

(*) La société « UNIMED » détient une participation de 17,51% dans le capital de la société Promochimica et aucune provision pour dépréciation n'est constituée sur ces titres.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants nets affichent un solde nul au 31 décembre 2019 contre un solde de 49.432 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Charges à répartir	296 599	296 599
Résorption charge à répartir	<296 599>	<247 167>
Total autres actifs non courants net	-	49 432

Les charges à répartir sont relatives aux coûts engagés dans le cadre de l'introduction en bourse de la société. La résorption de ces frais a commencé au cours du mois de mai 2016 sur une période de 3 ans.

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 37.640.645 DT au 31 décembre 2019 contre 33.996.901 DT au 31 décembre 2018. Les stocks sont détaillés comme suit:

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Matières premières	12 800 512	12 370 520
Conditionnements	10 426 630	10 102 483
Encours en sous-traitance	311 387	631 441
Produits finis en sous-traitance	1 257 991	361 433
Encours	2 158 601	1 918 266
Produits finis	7 116 110	5 424 143
Pièces de rechange	4 227 865	3 628 281
Réactifs Laboratoires	613 131	449 484
Stock Consommables	314 263	321 362
Total des stocks bruts	39 226 490	35 207 413
Provisions pour dépréciation des stocks MP et AC	<1 185 657>	<936 309>
Provisions pour dépréciation des stocks PF et PSF	<307 066>	<173 254>
Provisions pour dépréciation des stocks PDR	<93 122>	<100 949>
Total des stocks nets	37 640 645	33 996 901

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2019 à 15.140.523 DT contre 16.769.717 DT au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Clients ordinaires locaux	5 040 474	4 762 203
Clients ordinaires étrangers	10 100 050	12 007 514
Clients, douteux ou litigieux	1 071 774	1 067 693
Total des comptes clients bruts	16 212 298	17 837 410
Provisions pour dépréciation des créances	<1 071 775>	<1 067 693>
Total des comptes clients nets	15 140 523	16 769 717

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2019 à 17.051.631 DT contre 11.147.050 DT au 31 décembre 2018. Les autres actifs courants se détaillent comme suit:

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Fournisseurs avances & acomptes	149 919	140 008
Fournisseurs, créances sur emballages à rendre	3 470	3 470
Personnel, avances & acomptes	378 256	310 803
Etat, impôts & taxes	15 297 658	9 773 193
Etat, saisie provisoire	970 389	970 389
Débiteurs divers	661 517	581 353
Charges constatées d'avance	209 606	19 516
Total autres actifs courants	17 670 815	11 798 732
Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	<619 184>	<651 682>
Total autres actifs courants nets	17 051 631	11 147 050

IV.8 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2019 à 4.206.569 DT contre 7.997.245 DT au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Placement courants	116	116
Valeur à l'encaissement	264 034	227 173
Banques en DT	114 360	4 854 456
Banques en devises	3 821 945	2 906 961
CCP et e-dinars	1 575	1 575
Caisse	4 539	6 964
Total liquidités et équivalents de liquidités	4 206 569	7 997 245

IV.9 Capitaux propres (En DT)

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2019 à 100.086.670 DT contre 93.439.569 DT au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Capital	32 000 000	32 000 000
Réserve légale	3 200 000	3 200 000
Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847
Réserves libres	37 313 760	29 994 082
Réserves spéciales de réinvestissement	7 086 040	7 086 040
Subventions d'investissement	16 772	21 922
Total des capitaux propres avant résultat	82 394 419	75 079 891
Résultat net de l'exercice	17 692 251	18 359 678
Total des capitaux propres avant affectation	100 086 670	93 439 569

Le résultat par action se présente comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Résultat net	17 692 251	18 359 678
Nombre d'actions moyen pondéré	32 000 000	32 000 000
Résultat par action (DT)	0,553	0,574

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital social	Réserve légale	Réserves de réinvestissement	Autres réserves	Résultat de l'exploitation	Subvention d'investissement	Total des CP avant affectation
Situation au 31 décembre 2018	32 000 000	3 200 000	7 086 040	32 771 929	18 359 678	21 922	93 439 569
Affectation en réserves et résultats reportés	-	-	-	7 319 678	<7 319 678>	-	-
Dividendes distribués (1)	-	-	-	-	<11 040 000>	-	<11 040 000>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelles subventions d'investissement (2)	-	-	-	-	-	21 000	21 000
Résorption des subventions d'investissement (2)	-	-	-	-	-	<26 150>	<26 150>
Résultat au 31 décembre 2019	-	-	-	-	17 692 251	-	17 692 251
Situation au 31 décembre 2019	32 000 000	3 200 000	7 086 040	40 091 607	17 692 251	16 772	100 086 670

(1) Les dividendes payés au cours de 2019 s'élèvent à 11.033.761 DT. Par ailleurs, les dividendes décidés par l'AGO du 24/06/2019 ont été payés le 20 août 2019.

(2) Le détail de la subvention d'investissements se présente comme suit :

Nature	Donneur	Etendue	Nouvelle subvention 2019	QP inscrite au résultat 2018 et antérieur	QP inscrite au résultat 2019	Valeur au 31/12/2019	Conditions non remplies
Projet de tri-génération	PROPARCO	126 129	-	108 911	17 218	-	Néant
Diagnostic 5eme Plan de Mise à Niveau	Ministère de l'industrie	6 720	-	2 016	1 932	2 772	Néant
ITP	Ministère de l'industrie	21 000	21 000	-	7 000	14 000	Néant
Total général		153 849	21 000	110 927	26 150	16 772	

IV.10 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2019 à 25.904.350 DT contre un solde au 31 décembre 2018 de 15.346.103 DT. Le détail se présente comme suit:

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Emprunt - AB	21 347 541	11 000 000
Emprunt - Leasing	1 251 349	846 103
Emprunt - BH	3 305 460	3 500 000
Total Emprunts	25 904 350	15 346 103

IV.11 Autres passifs non courants (En DT)

Les passifs non courants sont constitués par la provision pour des risques divers qui s'élève à 1.299.977 DT au 31 décembre 2019 contre 1.565.386 DT au 31 décembre 2018.

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2019 à 9.266.954 DT contre 12.744.061 DT au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Fournisseurs d'exploitation locaux	1 840 613	907 963
Fournisseurs locaux, effets à payer	536 556	226 279
Fournisseurs, factures non parvenues	10 319	607 513
Fournisseurs d'exploitation étrangers	3 757 374	5 594 801
Fournisseurs étrangers, paiements en cours	3 065 992	5 014 505
Fournisseurs étrangers, actualisation à la clôture	56 100	393 000
Total des dettes fournisseurs	9 266 954	12 744 061

IV.13 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2019 à 9.709.717 DT contre 8.188.482 DT au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Personnel & comptes rattachés	749 797	36 607
Etat, impôts & taxes	6 644 932	5 111 541
Actionnaires, dividendes à payer	12 973	492 395
Sécurité sociale	1 135 740	1 077 544
Créditeurs divers	5363	-
Charges à payer	1 160 912	1 470 395
Total des autres passifs courants	9 709 717	8 188 482

IV.14 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2019 à 2.304.312 DT contre 804.328 au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
Échéances à moins d'un an, AB	1 046 999	-
Échéances à moins d'un an, UBCI leasing	1 199 504	743 178

Intérêts courus	57 809	61 150
Total des autres passifs financiers	2 304 312	804 328

IV.15 Concours bancaires (En DT)

Le solde des concours bancaires s'élève au 31 décembre 2019 à 1.035.892 DT contre un solde nul au 31 décembre 2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2019	Déc. 2018
UIB TND	2 104	-
AMEN BANK TND	220 874	-
BH TND	812 914	-
Total des concours bancaires	1 035 892	-

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2019 à 107.205.828 DT contre 87.087.749 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Ventes à l'export	45 642 782	39 477 582
Ventes locales	61 563 046	47 610 167
Total revenus	107 205 828	87 087 749

V.2 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2019 à 41.872 DT contre 44.364 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Quote-part des subventions d'investissement	26 151	29 484
Autres produits d'exploitation	15 721	14 880
Total autres produits d'exploitation	41 872	44 364

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation négative de 2.542.142 DT au 31 décembre 2019 contre une variation négative de 2.624.400 DT au 31 décembre 2018.

V.4 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2019 à 48.626.163 DT contre 36.406.533 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Matières premières	29 729 070	27 894 127
Articles de conditionnement	14 397 135	12 768 878
Fournitures de conditionnement	375 072	322 037
Fournitures et outillage de Laboratoires	934 257	613 328
Fournitures hygiéniques	165 882	169 149
Produits d'entretien	222 146	187 466
Fournitures de bureau	118 216	153 224
Autres approvisionnements	823 283	639 053
Variation de stocks	<1 835 368>	<9 116 288>
Vêtements de travail	120 583	15 693
Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	3 575 887	2 759 866
Total achats d'approvisionnements consommés	48 626 163	36 406 533

V.5 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2019 à 14.854.356 DT contre 12.957.874 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Salaires & compléments de salaires	12 546 488	10 993 027
Charges sociales légales	2 290 961	1 947 625
Autres charges sociales	16 907	17 222
Total charges de personnel	14 854 356	12 957 874

V.6 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2019 à 7.170.198 DT contre 7.289.716 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Dot. Amort. des immobilisations incorporelles	369 792	340 141
Dot. Amort. des immobilisations corporelles	6 625 413	5 764 637
Dot. Résorption Charges à répartir	49 432	98 868
Dot. Prov. pour dépréciation des créances	<35 902>	<107 304>
Dot. Prov. pour dépréciation des autres actifs	12 190	339 480
Dot. Prov. pour dépréciation des stocks	370 628	300 168
Dot. Prov. pour dépréciation immobilisations financières	44 054	41 574
Dot. Prov. pour risques et charges	<265 409>	512 152
Total dotation aux amortissements et provisions	7 170 198	7 289 716

V.7 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2019 à 10.323.058 DT contre 9.207.806 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Loyers	136 188	128 424
Entretien & réparation	2 455 365	1 687 998
Assurances	982 891	470 742
Etudes & services extérieurs	1 609 948	1 860 932
Honoraires	565 278	497 675
Transports	915 903	926 604
Frais postaux et de télécom.	72 841	63 825
Services bancaires	608 207	521 724
Missions, réceptions, voyages	841 181	548 223
Relations publiques	1 106 977	1 466 768
Dons	87 476	109 315
Frais de restauration	288 988	202 407
Droits, impôts & taxes	651 815	723 169
Total autres charges d'exploitation	10 323 058	9 207 806

V.8 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2019 à 5.658.094 DT contre 749.934 DT au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Intérêts sur emprunts	1 922 025	622 014
Intérêts des autres opérations de financement	1 753 473	359 987
Intérêts des comptes courants	250 120	89 886
Différence de change	1 732 476	<321 953>
Total charges financières nettes	5 658 094	749 934

V.9 Produits des placements (En DT)

Les produits des placements se sont élevés au 31 décembre 2019 à 8.013 DT contre 9.845 DT au 31 décembre 2018. Ces produits se rattachent à des produits sur placements courants.

V.10 Autres gains ordinaires (En DT)

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2019 à 523.253 DT contre 81.512 DT au 31 décembre 2018. Ils se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Plus-value de cession d'immobilisations	30 680	81 480
Produits divers ordinaires	492 573	32
Total autres gains ordinaires	523 253	81 512

V.11 Autres pertes ordinaires (En DT)

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 31 décembre 2019 à 1.595.592 DT contre 363.420 DT au 31 décembre 2018. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Autres pertes ordinaires	940 957	263 891
Perte sur cession d'immobilisations	4 667	-
Amendes et pénalités	649 968	99 529
Total autres pertes ordinaires	1 595 592	363 420

V.12 Impôt sur les sociétés (En DT)

L'impôt sur les sociétés s'est élevé au 31 décembre 2019 à 4.401.396 DT contre 4.512.909 DT au 31 décembre 2018. Cette rubrique se détaille comme suit :

Désignation	2 019	2 018
Impôt sur les sociétés	4 503 747	4 278 236
Contribution sociale solidaire	239 863	234 673
Impôts sur les sociétés – Exercices antérieurs	<339 965>	-
Contribution sociale solidaire – Exercices antérieurs	<2 249>	-
Total impôt sur les sociétés	4 401 396	4 512 909

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie

Pour la détermination de la variation de la trésorerie, la société a choisi le modèle autorisé pour la présentation de flux de trésorerie et ce, conformément à la norme comptable générale. Les différentes variations sont les suivantes :

VI.1 Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

Les flux provenant de l'exploitation ont dégagé un excédent de 14.582.125 DT et sont retracés par les variations des postes du bilan, les encaissements et décaissements des placements courants et l'ajustement du résultat de l'exercice par les dotations aux amortissements et aux provisions et la quote-part des subventions d'investissement.

VI.2 Flux de trésorerie liés à l'investissement

Les flux affectés à l'investissement ont dégagé un déficit de 18.364.430 DT et se détaillent comme suit :

- Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 18.057.977 DT ; et des
- Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles pour 94.447 DT ;
- Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations financières de 400.900 DT constituées par des nouvelles cautions douanières.

VI.3 Flux de trésorerie liés au financement

Les flux affectés au financement ont dégagé un déficit de 1.044.263 DT et se détaillent comme suit :

- Distributions de dividendes aux actionnaires pour 11.033.761 DT constituées des dividendes décidés au cours de l'AGO du 24/06/2019 totalisant un montant de 11.040.000 DT ajustés par la variation du compte « actionnaires-dividendes à payer » d'un montant de 6.239 DT ;
- Encaissement d'une nouvelle subvention d'investissement pour un montant de 21.000 DT ;
- Encaissement d'un nouvel emprunt bancaire auprès de Amen Bank pour un montant de 11.200.000 DT dans le cadre du projet d'extension de l'usine ; et
- Remboursements des emprunts bancaires et leasing pour 1.231.502 DT.

VII. Autres notes complémentaires

VII. 1 Identification des parties liées

Les parties liées à la société UNIMED sont les suivantes :

- La société ISSIS SUARL
- La société INOX MED SARL
- La société SMB SARL
- La société SARRAHUILES SA
- La société UNIREST SARL
- La société SENAMED SARL
- La société Clean Room Project
- La société Promochemica
- Mr Lotfi Charfeddine

VII.2 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées survenues en 2019 sont détaillées ci-après :

- La société UNIMED a signé en date du 02 février 2018, un contrat de location d'un dépôt avec M. Lotfi Charfeddine. En 2019, la charge de location enregistrée chez UNIMED s'élève à 42.000 DT en hors TVA ;
- La société INOX-Med a facturé à la société UNIMED des frais d'entretien et rénovation pour un montant de 140.720 DT en hors TVA ;
- La société UNIMED a facturé à la société INOX-Med la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 3.200 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société Clean room project la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 1.883 DT ;
- La société Clean Room Project a facturé à la société UNIMED des travaux d'aménagement pour un montant en hors TVA de 1.023.275 DT ;
- La société SENAMED a facturé à la société UNIMED des frais de prospection médicale pour un montant en hors TVA de 120.000 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société SENAMED la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 2.564 DT ;
- La société UNIMED a accordé deux prêts en compte courant associé à la société Promochemica d'un montant total de 112.798 DT, remboursé partiellement à hauteur de 30.000 DT. Le compte courant associé Promochemica affiche un solde au 31 décembre 2019 de 82.798 DT ;
- La société ISSIS a facturé à la société UNIMED des charges relatives à la location du bureau de Tunis pour un montant en hors TVA de 68.355 DT ;
- La société SMB a facturé à la société UNIMED des travaux de construction relatifs à l'extension de l'usine pour un montant en hors TVA de 122.534 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société SMB la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 2.666 DT ;

- La société SARRAHUILES a facturé à la société UNIMED, des achats d'huile d'olive pour un montant en hors TVA de 5.523 DT ;
- La société UNIREST a facturé à la société UNIMED les frais de restauration du personnel pour un montant en hors TVA de 402.851 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société UNIREST la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 3.219 DT.
- La société UNIMED a facturé la quote part des charges communes (frais de siège) aux sociétés INOX-MED, Clean Room Project, UNIREST, SMB, ISSIS et SENAMED comme indiqué au niveau du tableau suivant :

Participation aux frais du siège au 31 décembre 2019			
Société	Montant HT	TVA	Montant TTC
INOX MED	2 400	456	2 856
UNIREST	2 400	456	2 856
S M B	2 400	456	2 856
I S S I S	1 200	228	1 428
SENAMED	1 200	228	1 428
Clean Room Project	3 600	684	4 284
Total général	13 200	2 508	15 708

- Les soldes des parties liées au 31 décembre 2019 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Société	Solde fournisseurs	Débiteurs divers	Solde total
UNIREST	<35 800>	6 056	<29 744>
S M B	<64 017>	5 522	<58 495>
I S S I S	<6 888>	1 428	<5 460>
SENAMED	<11 900>	3 992	<7 908>
Clean Room Project	-	6 167	6 167
INOX MED	-	6 076	6 076
PROMOCHIMICA	-	452 352	452 352
Totalgénéral	<118 605>	481 593	362 988

VII.1 Dividendes payés

Les dividendes payés au cours de 2019 s'élèvent à un solde de 11.033.761 DT.

Par ailleurs, les dividendes décidés par l'AGO du 24/06/2019 ont été payés le 20août 2019.

VII.2 Emissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions

• Dettes

Les dettes à long terme et court terme se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

Emprunts	Solde au 31.12.2018			Mouvements de la période		Solde au 31.12.2019		
	Total début de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an	Additions	Règlements échéances	Total fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an
BH 3,5 MDT	3 500 000	3 500 000	-	-	194 540	3 500 000	3 305 460	194 540
AMEN BANK 8 MDT	8 000 000	8 000 000	-	-	655 738	8 000 000	7 344 262	655 738
AMEN BANK 3 MDT	3 000 000	3 000 000	-	-	196 721	3 000 000	2 803 279	196 721
AMEN BANK 11,2 MDT	-	-	-	11 200 000	-	11 200 000	11 200 000	-
Total	14 500 000	14 500 000	-	11 200 000	1 046 999	25 700 000	24 653 001	1 046 999

Les conditions contractuelles des emprunts bancaires se présentent comme suit :

	Taux d'intérêt	Nombre total des mensualités	Période de grâce	Date dernière échéance	Garanties
BH 3,5 MDT	TMM + 0,95%	84 mois	36 mois	30/09/2024	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 8 MDT	TMM + 1,25%	84 mois	24 mois	20/08/2025	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 3 MDT	TMM + 1,25%	84 mois	24 mois	20/09/2025	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 11,2 MDT	TMM + 1,25%	84 mois	24 mois	02/12/2026	Voir Eng. Hors Bilan

• Actions

Aucune émission ni remboursement d'actions ordinaires n'a eu lieu durant l'exercice 2019.

VII.3 Immobilisations acquises par voie de leasing

Année	Contrat	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an et - de 5 ans	Taux d'intérêt Effectif	Nbre total des Échéance	Loyer mensuel TTC
2016	N°0355320	Matériel de transport	21 203	522	-	8,77%	48	621
2016	N°0362490	Matériel de transport	174 343	12 911	-	8,91%	48	4 335
2017	N°389700	Matériel de transport	51 064	4 746	-	7,50%	36	1 592
2017	N°137954	Matériel de transport	196 337	24 259	-	8,30%	36	6 122
2017	N°137956	Matériel de transport	55 589	6 868	-	8,30%	36	1 734
2017	N°138311	Matériel de transport	163 317	34 909	-	8,30%	36	5 079
2018	N°136104	Matériel de transport	36 431	3 610	-	7,39%	22	1 813
2018	N°147323	Matériel de transport	150 148	52 962	23 729	9,00%	36	4 828
2018	N° 432870	Matériel de transport	782 043	265 548	192 955	9,50%	36	24 855
2018	N° 432910	Matériel de transport	142 141	48 754	35 163	9,50%	36	4 518
2018	N° 434830	Matériel de transport	136 524	46 473	37 914	9,67%	36	4 350
2018	N° 434830	Matériel de transport	39 403	13 413	10 943	9,67%	36	1 494
2018	N° 436510	Matériel de transport	47 117	15 914	14 510	9,87%	36	1 506
2019	N° 443760	Matériel de transport	770 744	250 575	303 056	9,70%	36	24 564
2019	N° 443780	Matériel de transport	534 446	173 752	210 144	9,70%	36	17 033
2019	N° 443790	Matériel de transport	54 117	17 594	21 279	9,70%	36	1 725
2019	N° 443960	Matériel de transport	75 121	24 763	29 668	9,70%	36	2 395
2019	N° 452350	Matériel de transport	165 094	52 346	84 776	11,08%	36	5 363
2019	N° 458740	Matériel de transport	343 545	107 036	195 015	10,86%	36	13 230
2019	N° 467600	Matériel de transport	141 504	42 549	92 197	10,86%	36	4 634
Total			4 080 231	1 199 504	1 251 349			

Total des paiements minimaux au titre de la location au 31-12-2019	2 622 981
Valeur actualisée des paiements au titre de la location	2 622 981
Ecart	-
Loyer conditionnels inclus dans les charges de la période	-
Total à la date de clôture des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de sous location non réalisables	-

VII.4 Engagements hors bilan

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Observations
Engagements Donnés			
a) Garanties personnelles			
-Cautionnement	3 716 247	UBCI	
	483 072	AMEN BANK	
-Aval			
-Lettre de crédit	419 432	AMEN BANK	
b) Garanties réelles			
-Hypothèque	43 000 000	AMEN BANK	Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété constituée par les parcelles n° 32-33-34-35-36 du plan de lotissement de la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en aout 2018
-Nantissement	43 000 000	AMEN BANK	Un nantissement sur une liste d'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordé à la Banque en aout 2018
-Nantissement	3 500 000	BH	Un nantissement de la ligne tri-génération
c) Effets escomptés et non échus			
	9 755 763	BH	
	782 001	UBCI	
	7 251 904	AMEN BANK	
d) Créances à l'exportation mobilisées			
e) Abandon de créances			
f) Créances Leasing			
Total	111 908 419		
Engagements reçus			
Néant			
Total			
Engagements réciproques			
Néant			
Total			

VII.6 Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination(En Dinar Tunisien)

Rubrique	Montant	Ventilation			
		Coût de production	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges
Achats d'approvisionnements consommés	48 626 163	48 237 375	164 518	89 956	134 314
Charges de personnel	14 854 356	9 187 378	2 600 531	2 257 586	808 861
Dotation aux Amort. & Prov.	7 170 198	5 802 548	598 950	657 382	111 318
Autres charges d'exploitation	10 323 058	3 207 626	3 637 199	2 322 694	1 155 539
Charges financières nettes	5 658 094	-	-	-	5 658 094
Autres pertes ordinaires	1 595 592	-	-	-	1 595 592
Impôt sur les sociétés	4 401 396	-	-	-	4 401 396
Total	92 628 857	66 434 927	7 001 198	5 327 618	13 865 114

VII.7 Soldes intermédiaires de gestion (En Dinar Tunisien)

Produits	31.12.2019	31.12.2018	Charges	31.12.2019	31.12.2018	Soldes	31.12.2019	31.12.2018
CA Local	61 563 046	47 610 167	Stockage/ déstockage de production	-2 542 142	-2 624 400			
CA Export	45 642 782	39 477 582						
Autres produits d'exploitation	41 872	44 364						
Total	107 247 700	87 132 113	Total	-2 542 142	-2 624 400	Production	109 789 842	89 756 513
Production	109 789 842	89 756 513	Achats consommés	48 626 163	36 406 533	Marge sur coût matière	60 418 528	53 349 980
Marge sur coût matière	61 163 679	53 349 980	Autres charges externes	9 671 243	8 484 637	Valeur ajoutée	51 492 436	44 865 343
			Charges de personnel	14 854 356	12 957 874			
			Impôts et taxes	651 815	723 169			
Valeur ajoutée	51 492 436	44 865 343	Total	15 506 171	13 681 043	Excédent brut d'exploitation	35 986 265	31 184 300
Excédent brut d'exploitation	35 986 265	31 184 300	Charges financières nettes	5 658 094	749 934			
Autre produits ordinaires	523 253	81 512	Autres charges ordinaires	1 595 592	363 420			
Produits de placement	8 013	9 844	Dotations aux amort et prov	7 170 198	7 289 716			
			Impôt sur les bénéfices	4 401 396	4 512 908			
Total	36 517 531	31 275 656	Total	18 825 280	12 915 978	Résultat des activités ordinaires	17 692 251	18 359 678
Résultat des activités ordinaires	17 692 251	18 359 678						
Effets positif des modif. comptables	0	0	Effets négatifs des modif. Comptables	0	0			
Total	17 692 251	18 359 678	Total	0	0	Résultat après modifications comptables	17 692 251	18 359 678

Tunis, le 18mai 2020

Mesdames et Messieurs les actionnaires

de la Société « UNIMED »

Zone Industrielle Kalaa Kébira, Sousse

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société Unité de Fabrication des Médicaments « UNIMED », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 100.086.670DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 17.692.251 DT.

Fondement de l'opinion avec réserve

La société « UNIMED » détient une participation de 17,51% dans le capital de la société Promochimica pour un coût global égal à 7.762.600 DT et une avance en compte courant sur ladite société pour un montant de 458.352 DT.

Le commissaire aux comptes de la société «Promochimica» a convoqué une assemblée générale ordinaire le 17 octobre 2019 afin de délibérer sur la situation économique et financière actuelle de la société et ses perspectives et indiquant que la situation financière est inquiétante suite aux pertes cumulées depuis sa création et au vu des dernières données financières disponibles ; la société «Promochimica» n'ayant toujours pas arrêté ses états financiers au titre de 2017.

De ce fait, et face à la détérioration de la situation financière de Promochimica, nous estimons que les actifs la concernant au niveau des états financiers d'UNIMED devraient faire l'objet d'une provision pour dépréciation couvrant la totalité de leur montant.

Conclusion avec réserve

A notre avis, à l'exception de l'incidence éventuelle de la question évoquée dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « UNIMED » au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Evaluation des stocks

Les stocks, figurent au bilan au 31 décembre 2019 pour une valeur nette de 37.640.645 DT et représentent l'un des postes les plus importants du bilan. Au 31 décembre 2019, la provision sur les stocks s'élève à 1.585.845 DT.

Les stocks sont valorisés à leur coût d'achat hors taxes récupérables majoré par les frais accessoires d'achats (matières premières, articles de conditionnement, pièces de rechange et consommables). Les stocks produits (produits finis et semi-finis) sont évalués au coût de production ou à la valeur de réalisation nette si elle est inférieure.

Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté à valider l'existence physique des stocks à la date de clôture et à vérifier que l'évaluation de leurs coûts est conforme aux dispositions de la norme comptable NCT 04 relative au stock et à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer la valeur de réalisation nette et l'estimation des provisions sur stocks.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion avec réserve exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les situations suivantes :

- Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers III.14 décrivant que la société a reçu à la date du 06 mars 2020 une notification du résultat du contrôle fiscal approfondi couvrant la période allant du 01 janvier 2016 au 31 décembre 2018, portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise et ayant abouti à un redressement de 2.144.235 DT. La société a procédé à la formulation d'une opposition sur les résultats de ladite notification et estime que les provisions comptabilisées couvrent le montant du risque réellement encouru. A la date de ce rapport, il est impossible d'anticiper l'impact de ce contrôle sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2019.

Notre opinion ne comporte pas de réserve concernant cette question.

- Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers III.13 portant sur les événements post-clôture dans laquelle la direction décrit l'incertitude liée à l'impact possible du virus COVID-19 sur la production de la société et sa capacité à exécuter ses engagements envers ses clients ainsi que les mesures prises pour faire face à ces événements.

Notre opinion ne comporte pas de réserve sur ce point.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en

œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que les informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la société.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur. La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimé nécessaire de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur

Autre point

La société ne s'est pas encore conformée aux nouvelles dispositions qui se rapportent à la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et celles du directeur général de la société ; et à la désignation de deux administrateurs indépendants telles que prévues par la loi n°2019-47 du 29 mai 2019 relative à l'amélioration du climat d'investissement.

A noter que cette situation est en cours de régularisation suite à la réunion du conseil d'administration du 06 avril 2020. En effet, des résolutions portant sur la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et celles du directeur général de la société ; ainsi que la désignation de deux administrateurs indépendants ont été fixées respectivement au niveau de l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale extraordinaire et de la prochaine assemblée générale ordinaire qui vont se tenir en date du 12 juin 2020.

A l'exception du point décrit ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur le respect des autres obligations légales et réglementaires.

Conseil Audit Formation – CAF

Abir Matmti

Tunis, le 18 mai 2020

Mesdames et Messieurs les actionnaires

de la Société « UNIMED »

Zone Industrielle Kalaa Kébira, Sousse

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

- La société INOX-Med a facturé à la société UNIMED des frais d'entretien et rénovation pour un montant de 140.720 DT en hors TVA ;
- La société UNIMED a facturé à la société INOX-Med la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 3.200 DT
- La société Clean Room Project a facturé à la société UNIMED des travaux d'aménagement pour un montant en hors TVA de 1.023.275 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société Clean Room Project la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 1.883 DT ;
- La société SENAMED a facturé à la société UNIMED des frais de prospection médical pour un montant en hors TVA de 120.000 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société SENAMED la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 2.564 DT ;
- La société UNIMED a facturé à la société SMB la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 2.666 DT
- La société UNIMED a facturé à la société UNIREST la prise en charge de l'assurance maladie pour un montant en hors TVA de 3.219 DT

B- Conventions et opérations conclues durant les exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2019

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

- La société UNIMED a signé un contrat de location d'un dépôt avec M. Lotfi Charfeddine en date du 02 janvier 2018. La charge de location enregistrée chez la société UNIMED, au 31 décembre 2019, s'élève à 42.000 DT en hors TVA ;
- La société UNIMED a accordé deux prêts en compte courant associé à la société PROMOCHIMICA d'un montant total de 112.798 DT, remboursé partiellement à hauteur de 30.000 DT. Le compte courant associé PROMOCHIMICA affiche au 31 décembre 2019 un solde de 82.798 DT.
- La société ISSIS a facturé à la société UNIMED des charges relatives à la location du bureau de Tunis pour un montant en hors TVA de 68.355 DT
- La société SMB a facturé à la société UNIMED des travaux de construction relatifs à l'extension de l'usine pour un montant en hors TVA de 122.534 DT
- La société SARRAHUILES a facturé à la société UNIMED, des achats d'huile d'olive pour un montant en hors TVA de 5.523 DT
- La société UNIREST a facturé à la société UNIMED les frais de restauration du personnel pour un montant en hors TVA de 402.851 DT
- La société UNIMED a facturé la quote part des charges communes (frais de siège)aux sociétés INOX-MED, Clean Room Project, UNIREST, SMB,ISSIS et SENAMED comme indiqué au niveau du tableau suivant

Participation aux frais du siège au 31 décembre 2019			
Société	Montant HT	TVA	Montant TTC
Inox med	2 400	456	2 856
UNIREST	2 400	456	2 856
S M B	2 400	456	2 856
I S S I S	1 200	228	1 428
SENAMED	1 200	228	1 428
Clean Room Project	3 600	684	4 284
Total général	13 200	2 508	15 708

C- Rémunération des dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- Le salaire brut servi au Président Directeur Général s'élève au titre de l'exercice 2019 à 632.156 DT. La somme des rémunérations nettes dues au Président Directeur Général s'élève, au 31 décembre 2019, à 69.521 DT;
- Le Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier perçoit une rémunération annuelle brute de 172.787 DT. La somme des rémunérations nettes dues au Directeur Générale Adjoint, s'élevé au 31 décembre 2019 à 7.866 DT
- Le Directeur Général Adjoint du pôle technique perçoit une rémunération annuelle brute de 171.558 DT. La somme des rémunérations nettes due au Directeur Générale Adjoint, s'élevé au 31 décembre 2019 à 7.802 DT.

En outre, ces dirigeants bénéficient d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais s'y rattachant et de frais de communications téléphoniques.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivant et 475 du code des sociétés commerciales.

Conseil Audit Formation- CAF

Abir Matmti